

ADEESE

Avez-vous dit valorisation de la profession enseignante?

En date du 29 août, le Parti Libéral du Québec (PLQ) a emboîté le pas à la Coalition Avenir Québec (CAQ) avec la promesse électorale d'éliminer les six premiers échelons salariaux pour les jeunes enseignantes et les jeunes enseignants à partir de l'année scolaire 2021-2022. Le salaire de base serait donc à hauteur de 53 134\$ plutôt que 44 985\$, une hausse de quatre paliers, puisque les deux premiers échelons sont déjà caducs depuis que la formation universitaire est passée de trois à quatre ans... en 1994.

Il va de soi qu'une augmentation salariale de 20% est généralement bien accueillie. Toutefois, selon une analyse de Radio-Canada, seulement un quart des enseignant·es profiteront cette hausse. En effet, les enseignant·es comptant plus de quatre ans d'ancienneté ne seront pas concernés par cette mesure. En outre, pour bien comprendre l'impact de cette annonce, il est nécessaire de rappeler le contexte d'austérité dans lequel le milieu de l'éducation est plongé depuis plusieurs années. Effectivement, selon la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), près d'1,5 milliard de dollars ont été ponctionnés en éducation depuis 2010. Ainsi, avec un réinvestissement prévu de 1,2 milliard de dollars, le PLQ ne parviendra même pas à combler les coupures passées. Il est intéressant de noter qu'il y a quatre ans la FAE avait demandé au gouvernement libéral d'éliminer les six premiers échelons de la grille salariale des enseignant·es. Or, à l'époque, cette demande avait été refusée. On peut donc se demander pour quels motifs le PLQ a récemment retourné sa veste. Le désir de séduire les électeurs et électrices en période de campagne électorale pourrait-il en être la raison?

Ceci étant dit, il faut bien voir que les conséquences d'années de compressions en éducation ne pourront pas être gommées si facilement. Actuellement, le réseau scolaire est dans un état navrant. L'insalubrité qui afflige certaines écoles est inacceptable. L'augmentation du ratio

d'élèves par classe ne permet pas de dispenser un enseignement de qualité. D'autant plus que les solutions temporaires visant à pallier le surplus d'élèves, comme les classes modulaires (les fameuses roulettes!), posent de nombreux problèmes. Si on ajoute un manque de matériel et de ressources, une augmentation des heures de travail ainsi qu'une invisibilisation et la non-reconnaissance d'heures travaillées, on réalise rapidement à quel point la situation des enseignant·es est complexe. De ce fait, les enseignant·es subissent beaucoup de stress. La détresse psychologique et le décrochage précoce n'a pas baissé en près de 13 ans sur 15 de gouvernement libéral. Il est très peu probable qu'une augmentation salariale seule améliore considérablement les conditions d'enseignement. Nous y voyons plutôt une façon de nous faire accepter des conditions de travail qui empirent ou, au mieux, qui stagnent.

Si le Parti Libéral se targue d'avoir un plan de rénovation et de modernisation des écoles dans la province, il offre très peu de précisions sur les moyens qu'il préconisera afin d'y parvenir ni sur la façon dont il prévoit récolter les sommes nécessaires. Ce qui nous pousse à croire qu'il s'agit d'une promesse électorale qui pourrait très bien être bâclée ou ne pas être tenue.

Tant qu'à parler d'improvisation, nous profitons de l'occasion pour établir un parallèle avec la compensation financière récemment accordée pour le stage final en éducation. Ayant la mouture d'une bourse distribuée par l'Aide financière aux études (AFE), cette compensation sera versée sous la forme de deux chèques imposables. De plus, cette bourse amputera également une partie des bourses de l'AFE à ceux et celles qui en bénéficient. Le montant total ne sera donc jamais aussi élevé que le montant annoncé et les étudiant·es restent sous-payé·es.

Certes, cette compensation est bénéfique, mais elle est loin d'être idéale. En plus des raisons susmentionnées, elle perpétue les iniquités entre stages rémunérés et stages compensés. Et pour cause, à niveau de scolarité équivalent, les stagiaires rémunérés reçoivent plus d'argent que les stagiaires ayant des bourses compensatoires. Par conséquent, une telle mesure renforce notre conviction de poursuivre la lutte afin que tous les stages soient rémunérés, et ce dans tous les programmes d'études.

Solidairement,

Le conseil exécutif de l'ADEESE-UQAM